

[Text]

responsibility—to listen and respond to those requests. I don't relish being the great white chief. I have been treated with respect by many people, people you know. The Peigan people call me Chief Owoo-Woow-Mah-Kah, or "he who travels back and forth".

I think I can honestly say I have struck the right kind of relationship. I have tried sincerely to establish a new relationship. As I said, I am not here to dictate to you or your people. I am here to serve you. I say that in every community I visit, Ethel. So please don't misunderstand me.

In regard to NAFTA, it's my understanding that the same exclusion that was written into the free trade agreement with the United States against inter-basin transfers of water or diversion of large bodies of water by natural channels is clearly a violation or ruled out, not permitted by the free trade agreement.

In terms of protection for cultural programs, for the economically disadvantaged and for economically disadvantaged regions, the sovereignty of Canada is undiminished by the North American Free Trade Agreement. If the truth be known, if we want to restore our fur industry, we can't opt out of the world. We have to live in the world. We have to globalize in the voice of Canada, for example, encouraging a more positive trading relationship for fur and fur products. We can't opt out of the world. We don't owe a great deal to Mexico, but to our children, to our country, trying to maintain the standard of living we have become accustomed to. We must become free traders.

That's why I'll be voting tonight for NAFTA. I guess you'll be voting against it.

Ms Blondin-Andrew: How about the Marine Mammal Protection Act?

• 1805

Mr. Siddon: I don't have detail on how that might be affected. But I certainly believe the indigenous harvesting of marine mammals in ways that are not contrary to good conservation principles should be internationally respected as a way of life. Beyond that, I can't make any commitments for the government today.

Ms Blondin-Andrew: Did you say water was excluded under NAFTA, or did you say there would be a violation?

Mr. Siddon: Contrary to some things your party and your leadership have been saying for years, I'm saying inter-basin transfers of Canadian territorial waters are not permitted under the free trade agreement. In fact, they are clearly and expressly excluded.

The Chairman: Let's get back to the main task at hand, Mr. Skelly, if you would.

Mr. Skelly: I just have a short question. You mentioned there is a new relationship that you, as minister, and your department enjoys with aboriginal people in Canada. But I think some members can be forgiven for thinking, after having heard from a number of aboriginal organizations over the past few weeks if not the past few years, that there seems to be some difficulties with the new relationship. In part, I think it's as a result of the process of consultation.

[Translation]

partie de ma responsabilité de fiduciaire. . . de les écouter et de leur répondre. Je n'aime pas particulièrement le titre de grand chef blanc. J'ai été traité avec respect par bien du monde, du monde que vous connaissez. Les Péganes m'appellent chef Owoo-Woow-Mah-Kah «celui qui va et vient».

Je peux dire en toute honnêteté que j'ai trouvé le bon type de relation. J'ai tenté sincèrement d'établir une nouvelle relation. Je le répète, je ne suis pas ici pour vous dicter votre conduite ni dicter à vos gens la leur. Je suis là pour vous servir. C'est ce que je dis dans chaque collectivité que je visite, Ethel. Comprenez-moi bien.

Pour ce qui est de l'ALENA, si je ne m'abuse, la même exclusion qui était dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis contre les transferts d'eau d'un bassin à l'autre ou contre les détournements de grandes étendues d'eau par des voies naturelles est nettement une violation, qui est exclue, qui n'est pas permise par l'accord de libre-échange.

Pour ce qui est de la protection des programmes culturels, pour les économiquement désavantagés et pour les régions économiquement désavantagées, la souveraineté du Canada n'est en rien diminuée par l'Accord de libre-échange nord-américain. Pour tout dire, si nous voulons relancer notre industrie de la fourrure, nous ne pouvons pas nous retirer du monde. Nous devons vivre dans le monde. Nous devons mondialiser la voix du Canada, par exemple, en favorisant des rapports de commerce plus positifs pour la fourrure et les produits de la fourrure. Nous ne pouvons pas nous retirer du monde. Nous ne devons pas grand-chose au Mexique, mais nous en devons beaucoup à nos enfants, à notre pays, et nous devons tâcher de maintenir le niveau de vie auquel nous nous sommes habitués. Nous devons opter pour le libre-échange.

C'est pourquoi je voterai ce soir pour l'ALENA. Je suppose que vous voterez contre.

Mme Blondin-Andrew: Et que dire de la «Marine Mammal Protection Act»?

M. Siddon: Je n'ai pas de détails sur les conséquences possibles. Mais je crois, en tout cas, que la récolte autochtone de mammifères marins, selon des pratiques qui ne sont pas contraires aux principes de conservation, est un mode de vie à faire respecter à l'échelle internationale. Cela dit, je ne saurais prendre d'engagements pour le gouvernement aujourd'hui.

Mme Blondin-Andrew: Avez-vous dit que les eaux étaient exclues en vertu de l'ALENA, ou qu'il y aurait une violation?

M. Siddon: Contrairement à certains des propos que votre parti et vos dirigeants tiennent depuis des années, je dis que l'accord de libre-échange ne permet pas les transferts d'eaux territoriales canadiennes d'un bassin à l'autre. De fait, il les exclut carrément.

Le président: Revenons à notre tâche première, monsieur Skelly, s'il vous plaît.

M. Skelly: Je n'ai qu'une brève question. Vous avez fait état d'une nouvelle relation entre vous, ministre, et votre ministère, d'une part, et les autochtones du Canada, de l'autre. On pardonnera facilement à certains membres de penser, après avoir entendu plusieurs organismes autochtones ces dernières semaines, sinon ces dernières années, que la nouvelle relation semble poser des difficultés. Cela doit être, en partie, la conséquence du processus de consultation.